



**PROJET : Assistance aux personnes déplacées internes à l'Est du Tchad**

---

**RAPPORT TRIMESTRIEL III  
ZONES DE RETOUR**

**Protection Monitoring  
JUILLET – SEPTEMBRE 2010**

Projet financé par:



# PROTECTION MONITORING – ZONES DE RETOUR

## RAPPORT TRIMESTRIEL III JUILLET – SEPTEMBRE 2010

### 1. INTRODUCTION

Les activités de Protection dans les zones de retour ont été significativement affectées par **la pluie de la saison humide**. En effet, cette année la pluie est tombée copieusement dans tout l'est du pays et même au Soudan pendant le mois de juillet et d'août; elle a rendu impraticables les principaux axes routiers du Dar Sila, rempli les wadis, causant leur débordement et l'inondation des champs autours. En particulier, les zones de Kou Kou Angrana, Lobotigue-Gododigue et Tiéro et Maréna ont été fortement affectées: les cultures ont été endommagées, la terre à disposition pour les agriculteurs a diminué et la compétition entre les nouveaux retournés et les autochtones, entre les agriculteurs et les éleveurs et parmi les différentes communautés locales a augmenté. Toutefois le niveau de tension n'a jamais débordé en conflit concret et il était toujours monitoré par une intervention ponctuelle des autorités traditionnelles, telles que le chef de canton et les chefs de village.

Il faut souligner aussi que toujours suite aux fortes pluies, les zones du Bahr Azoum et du Wadi Habile ont été inaccessibles pendant ce trimestre. En effet, les missions allée-retour ont été bloqués pendant deux mois sur trois, à cause des embourbent des véhicules. En plus, les difficultés d'assister les véhicules dans les cas de pannes ont aussi empêché la régularité des déplacements.

La **situation sécuritaire calme et relativement stable**, par contre, a favori les missions. L'équipe de Protection a pu se déplacer sans incidents jusqu'à aux zones frontalières, patrouillées par la force mixte soudano-tchadienne. Cette calme relative toutefois est liée à la saison de la pluie, qui rende les routes impraticables. On soupçonne qu'elle changera, suit à l'amélioration de l'état des routes.

En générale, **le flux de retournés saisonniers a significativement ralenti** pendant ce trimestre. En effet, les travaux champêtres sont déjà bien avancés, car la pluie a facilité par fois les cultivations. Pour cela ceux qui voulaient partir ont quitté dans le mois de mai/juin. On attend l'évaluation de la qualité des retours (saisonniers ou stables) menée par l'équipe de Village Assessment pour des considérations successives. Les gestionnaires des sites de Kou Kou Angrana conduiront une enquête analogue. Selon les indications des retournés eux-mêmes, surtout dans la zone du Bahr Azoum, on s'attend la stabilisation du retour. Toutefois cette évaluation reste à confirmer.

## 2. METHODOLOGIE

Pendant ce troisième trimestre, les efforts de l'équipe de Protection Monitoring se sont concentrés dans les zones à visite régulière sur **le droit à l'information** des retournés, relocalisés et autochtones, c'est-à-dire le droit d'accéder, de recevoir et de partager une connaissance responsable liée aux thèmes de Protection. L'accès à l'information rentre dans l'aspect préventif des activités de Protection, c'est-à-dire toute activité ciblée à conscientiser la population locale à garantir le respect de droits humains et à abandonner certaines pratiques traditionnelles, constituant des graves violations des droits de l'homme. En effet, la fréquence de certaines violations est liée au manque d'information et de conscientisation de la communauté locale et des individus par rapport aux risques et conséquences des pratiques traditionnelles et des abus des autorités.

L'accès opportun à des informations précises et fiables en effet :

- améliore significativement le processus de résolution des incidents de Protection,
- soutient les mécanismes locaux d'autoprotection,
- contribue au développement des stratégies de survivance soutenables
- renforce les solutions durables au déplacement.

En fin, la garantie du droit à l'information permet la création des multiplicateurs, capables de partager de façon autonome le message passé en direction du renforcement des capacités des individus et des communautés vers l'autoprotection, là où la présence des humanitaires et de l'état est plus faible et irrégulière. Dans le cadre des solutions durables le rôle des humanitaires n'est pas celui de substituer mais plutôt de supporter et renforcer les capacités locales, en particulier la capacité des autorités locales d'assurer la réponse opportune selon la loi du pays et ciblée à assurer la protection des droits.

Dans les zones de retour, il s'agit concrètement de la mise en place des sensibilisation et formations et la structuration d'une toile de prévention aux violations des droits humains dans les zones à retours significatifs – le canton Wadi Habile et le Bahr Azoum. Le but est d'intervenir sur la coutume locale, sur la désinformation et le manque d'une vraie conscience sur les conséquences de certaines actes et pratiques qui souvent sont à la base des violations les plus graves, i.e. les violations contre les femmes (la violence domestique, le refus d'accès à l'éducation des fille) et les enfants (la MGF, le mariage précoce, le travail des mineurs, etc.).

Cette intervention est très développée au niveau des sites de déplacés, grâce à une action continue des acteurs humanitaires depuis le déplacement. Elle est toutefois partiellement organisée dans les zones de retour. Cela affaiblit les efforts de la communauté humanitaire dans le cadre de la Protection. En effet, certaines violations des droits humains, contenues sur les sites par une action conjointe des partenaires au niveau du cluster Protection, demeurent dans les zones de retour et affaiblissent tous les efforts faits sur les sites pour les contraster.

Les moyens pour garantir cette action de prévention dans les zones de retour ont été repris des moyens appliqués sur les sites, avec quelques différences :

| ZONES DE RETOUR   | SITES   |
|---|---|
| Causerie éducative individuelle                                     | Causerie éducative individuelle<br>Causerie éducative collective    |
|   | - Rencontre hebdomadaire avec les groupes de femmes vulnérables     |
| Sensibilisation à la population                                     | Sensibilisation aux leaders<br>Sensibilisation à la population      |
| Formation aux leaders et aux autorités traditionnelles et étatiques | Formation aux leaders et aux autorités traditionnelles et étatiques |

Au cœur de cette intervention, il y a la sensibilisation pour la population locale et la formation des leaders.

Pour ce qui concerne **les sensibilisations**, les thèmes tournent sur les pratiques traditionnelles (mariage précoce, forcé et MGF) et l'abus de pouvoir de la part des autorités traditionnelles et étatiques (extorsion). Cela ressort d'une analyse de la situation contextuelle de Protection dans les zones de retour régulièrement visitées. La fréquence des cas et les besoins/craintes exprimés par la population locale et les points focaux sont donc le préalable de séances de sensibilisation dans les villages de retour.

|  |   |
|--|---|
| <b>La notion de protection</b>                     | Cette sensibilisation a été le produit de la révision de l'activité de monitoring de Protection qu'on a fait dans les bases de Goz Beida et de Kou Kou Angarana en collaboration avec les autres partenaires et l'UNHCR. Suite à cette révision, on a priorisé certaines violations – GBV et cas de violence – et on a rationalisé les cas de Protection – en enlevant les cas de vol de biens et d'agression physique.                                   |
| <b>La coupe abusive des arbres<br/>L'extorsion</b> | Ces deux sensibilisations ont été faites conjointement, parce que la majorité des cas détectés dans le ZR implique l'extorsion et à la base de l'extorsion on retrouve souvent les amendes arbitraires des agents d'eaux et forêts par rapport à l'application de la Loi 14 sur la protection environnementale. Pour cela INTERSOS a rejoint le gouvernement dans la lutte pour la tutelle de l'environnement dans l'esprit de la loi tchadienne.         |
| <b>Le mariage précoce<br/>Le mariage forcé</b>     | Suite aux enquêtes conduites sur ces phénomènes sociaux, INTERSOS a organisé des séances de sensibilisation sur le GBV, i.e. le mariage des jeunes filles et sur le mariage imposé. Il s'agit des premiers pas faits par la Protection pour sensibiliser et conscientiser les retournés par rapport à certaines violations implicites dans la coutume locale. Des séances contre la violence domestique et le MGF seront organisé, dans le même objectif. |

L'organisation des sensibilisations dans les zones de retour n'est pas aussi facile que sur les sites, car l'accessibilité est irrégulière, la logistique (passage du message, rassemblement des bénéficiaires) plus complexe et les partenaires actifs sont beaucoup moins nombreux que sur les sites.

Enfin, comme suite naturelle des sensibilisations, il y a la nécessité d'évaluer concrètement l'impact des sensibilisations sur le village. Il s'agit d'un outil très important pour établir l'efficacité de la sensibilisation, du sujet abordé, de l'organisation et de la structure des thèmes présentés. Plusieurs moyens ont été établis pour cette évaluation :

- L'impact direct sur la fréquence de cas lié au thème de la sensibilisation
- La réaction des participants (commentaire et questions)
- La multiplication du message par les bénéficiaires

Cette évaluation est toutefois très difficile à faire et demande une connaissance approfondie du terrain et de la population bénéficiaire.

**La formation des leaders traditionnels** dans le cadre du renforcement de capacité de Protection des autorités locales et nationales est un autre outil appliqué dans le cadre préventif de la Protection dans les zones de retour. Il s'agit d'une intervention essentielle pour l'assistance des autorités dans le processus de responsabilisation vis-à-vis des personnes retournées et du renforcement de la capacité nationale de protection des droits humains. L'idée est de soutenir les structures communautaires locales, première sources de protection dans les retours, à travers une toile complexe de connections sociales, y inclus la famille, le clan, le village et la tribu.<sup>1</sup>

Pour ce qui concerne la formation, elle cible les leaders traditionnels (chefs de village, chouchiés marabouts) et religieux (marabouts). Leur rôle dans la résolution des conflits à niveau locale est très important et reconnu par la population des villages. L'état a confié et confie toujours une grande responsabilité aux chefferies traditionnelles pour le maintien de la paix et pour l'administration de la justice, parce que l'extension du territoire tchadienne est grande et les moyens de Ndjama d'assurer l'administration de ce territoire limitées. Pour cela l'état centrale a délégué une parti des ses pouvoirs à la toile de la justice traditionnelle. Il y a donc un rapport d'interaction très stricte entre justice étatique et traditionnelle.

En particulier, les cas de GBV, tels que la violence domestique exercée par le mari sur la femme, sont réglés par la justice traditionnelle. Pour cela INTERSOS a envisagé d'organiser des formations – un dans le canton Wadi Habile et l'autre dans le canton Bar Azoum - afin de garantir une médiation respectueuse du rôle de la femme dans le foyer et le village.

### 3. MISSIONS ET ACTIVITES REALISEES

Les missions effectuées pendant ce trimestre ont ciblés quatre différents cantons du Dar Sila :

- |  |  |  |
|--|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Wadi Kadjia</li><li>▪ Kolye</li></ul>  | } <table border="1"><tr><td>Longues missions. Evaluation situation sécuritaire, de Protection et des retours; enquêtes sur les phénomènes sociaux et les PBS</td></tr></table> | Longues missions. Evaluation situation sécuritaire, de Protection et des retours; enquêtes sur les phénomènes sociaux et les PBS |
| Longues missions. Evaluation situation sécuritaire, de Protection et des retours; enquêtes sur les phénomènes sociaux et les PBS |  |  |
| <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Bar Azoum</li><li>▪ Wadi Habile</li></ul>  | } <table border="1"><tr><td>Missions allée-retour. Monitoring de Protection, encouragement et formation PF, sensibilisations, enquêtes</td></tr></table>                       | Missions allée-retour. Monitoring de Protection, encouragement et formation PF, sensibilisations, enquêtes                       |
| Missions allée-retour. Monitoring de Protection, encouragement et formation PF, sensibilisations, enquêtes                       |  |  |

<sup>1</sup> UNHCR, "Protection Aspects of UNHCR Activities on Behalf of Internally Displaced Persons", EC/SCP787, Geneva, 17.08.1994, p. 26.

En total, les activités accomplies sont les suivantes :

- 1 formation pour 161 leaders
- 6 sensibilisations (mariage précoce, mariage forcé, coupe abusive des arbres, la Protection, extorsion) pour un total de 1.260 retournées, autochtones et relocalisés sensibilisés
- 28 PF formés
- 6 enquêtes: mariage précoce, délaissement familiale, enfants bouviers, les retours, les contraintes au retour, PBS
- Monitoring de la protection
- Evaluation de la perception de la situation sécuritaire

Le mauvais état des routes dans toute la région a compliqué les missions organisées. Les embourbements et les déviations ont ralenti l'équipe et réduit parfois le nombre des villages visités. En particulier les missions allée-retour de monitoring de protection ont été à plusieurs reprises annulées dans la zone de Tiéro-Maréna et Lobotigue-Gododigue. Certaines villages programmés dans le Wadi Habile sont résultés inaccessibles.

La situation sécuritaire par contre était très bonne et aucun incident majeur n'a été signalé.

Des rapports de mission et des comptes rendus ont été rédigés après chaque mission. Toutes informations et tous les rapports ont été partagés avec les partenaires et les agences des Nations Unies dans les réunions, les clusters et les groupes de travail concernant le domaine de la Protection et des interventions dans les zones de retour.

## A. LONGUES MISSIONS

### CANTON WADI KADJIA

Une mission a été effectuée dans le Canton Wadi Kadja du 11 au 22.07.2010 (voir **Annexe I** pour le TOR et la carte). Cette mission était composée par le sous préfet de Moudeyna, le chef du Canton Wadi Kadja, le chef de chefs d'Habile, en tant que représentant de Chef de Canton, l'équipe de Village Assessment et l'assistant de Protection Monitoring Zones de Retour. La mission était pensée comme mission d'évaluation de la situation de Protection dans le canton, suite aux retours massifs enregistrés et à la volonté, exprimée par plusieurs d'autres ménages d'Habile, de rentrer dans leurs zones d'origine.

Cette mission était liée aux conditions sécuritaires et à la praticabilité des routes et pour cela elle a été à plusieurs reprises renvoyée.

Les villages prévus à visiter sont 37. Toutefois plusieurs villages sont résulté détruits, abandonnés ou pas habités, après les événements du 2006. 15 sont les villages visités par Protection Monitoring, où l'assistant a rencontré différents groupements.<sup>2</sup>

- La majorité des retournés provient des sites des déplacés de Dogdore, d'Ade et de Kou Kou Angarana (Habile). D'autres proviennent du Soudan, où ils se sont réfugiés pendant les événements du 2006, parce que c'est une zone très proche géographiquement et

---

<sup>2</sup> Les villages visités sont : Dornong, Moussamsama, Oustani Dadjjo, Belbel, Awinrado, Mourrai Dadjjo, Ndjamena Massalit, Hadjar Beida, Amsinebre, Kalaka 1, Kourlalou Mimi, Kourlalou Dadjjo, Kourlalou Ouaddai, Ardim

ethniquement. Ils sont rentrés apeurés il y a deux ans, suite à l'accalmie sécuritaire et au manque d'assistance au Soudan.

- La situation générale des villages a des conséquences directes sur la Protection et sur les retours. Dans chaque village visité différents problèmes ont été soulevés : pas d'accès à l'eau potable, pas d'accès aux soins médicaux, la difficulté à trouver le matériel pour la construction des habitations, l'insécurité alimentaires, vue la mauvaise pluviométrie de l'année passée.
- A différence des sites de déplacés, dans les villages de retour visités les cas de Protection sont présents de façon hétérogène, qualitativement et quantitativement. En effet la diffusion des cas détectés varie significativement village par village. Il y des villages où 13/14 cas ont été détectés et d'autres par contre où aucun cas n'a été rapporté par la population, y inclus cas de vulnérabilité. La plupart des cas détectés rentre dans la catégorie de SGBV, en particulier : MGF, violence domestique, mariage précoce.
- Plusieurs cas concernant les relations intercommunautaires ont été dénoncés par la population locale. Parmi les cas les plus évidents : conflit intercommunautaire ; destruction des champs ; occupation des terres. Cela indique que les relations sont calmes mais tendues.
- Des enquêtes ont été conduites sur le mariage précoce, le délaissement familial et les enfants bouviers. Les PBS ont été identifiés.
- Parmi les principales contraintes aux retours il faut souligner : le manque de moyens de retour, le manque de moyens de subsistance, lié au sous-développement de la zone, le manque de matériel pour la construction des maisons, l'assistance plus intense sur les sites et l'accès difficile aux services éducatifs et médicaux, les tensions intercommunautaires,<sup>3</sup> le manque de confiance par rapport à la stabilité de la situation sécuritaire.

## CANTON KOLOYE

Une mission d'évaluation de la situation de Protection a été effectuée dans le canton Koloye du 14 au 20 août 2010 (voir TOR et la carte des villages visités en **Annexe II**). Cette mission a été organisée en collaboration avec l'équipe de Village Assessment. 12 sont les villages visités.<sup>4</sup>

- La majorité des retournés provient des sites des déplacés de Goz Beida (ville et site de Koubeigou), d'Ade et de Kou Kou Angarana (Habile). D'autres proviennent du Soudan, où ils se sont réfugiés pendant les événements du 2006, parce que c'est une zone très proche géographiquement et ethniquement.
- La population des villages est hétérogène; plusieurs sont les tribus noires (Dadjo, Basra, Kibet, Ouaddaïen, Moubi, Kadjaske, Massalite, Tama, Bakha). La plupart de ces ethnies a connu le déplacement en 2006. Les villages visités n'ont pas montré une cohabitation entre noirs et arabes. Les arabes en effet restent dans leur *damre* et *ferrick* voisins. Toutefois ils partagent les mêmes ressources, ex. points d'eau, moulins et marchés. Certains villages sont habités seulement par Dadjos: Koey, Kalkabido Dadjo, Koblka. Par contre, le village de Djogoley est pour le 85% Zakhawa.
- Parmi les villages, la présence de retournés est nombreuse. Il s'agit de retournés stables, progressivement rentrés à partir du 2008. Récemment les nombre a augmenté, suite à

<sup>3</sup> On se réfère aux tensions récentes au Soudan entre les communautés arabes Missirie et Risegat. Les autochtones et les IDPs craignaient que ce problème puisse s'étendre au Tchad, comme en 2006 avec le Janjaweed.

<sup>4</sup> Les villages sont : Layouna, Gnanoulta, Bouyout Talata, Ade Mour, Koley, Kalkabido Dadjo, Djabalén, Bildick , Koblka, Raguide, Ade, Djogoley.

l'absence de l'assistance humanitaire et à la pénurie des terres cultivables dans les sites d'Ade. La population des villages est composée par autochtones, retournés, relocalisés et d'autres déplacés, car autour du village d'Ade il y a des sites de déplacés.

- Les conditions de vie dans les villages sont difficiles et affectées par l'accès insuffisant à l'eau potable, le manque d'accès aux soins médicaux, l'insécurité alimentaire, la destruction de champs et de maisons par l'inondation du wadi.
- Par rapport à la Protection, la plupart des cas détectés rentre dans la catégorie de VBGs, en particulier : MGF, violence domestique, mariage précoce. Il faut souligner que les pratiques traditionnelles liées à la coutume et à la religion sont diffusées aussi bien sur les sites que dans les zones de retour (ex. MGF, mariage précoce).
- Très récurrents sont aussi les cas d'extorsion, provoqués par les agents d'eaux et forêts dans le canton.<sup>5</sup> La fréquence des cas d'attaque à main armée sur les principaux axes de déplacement montre l'insécurité dans la zone, surtout pendant les jours du marché hebdomadaire, quand les biens et l'argent sont en déplacement. Les zones autour des villages sont monitorées par la force conjointe soudano – tchadienne et par des patrouilles de l'ANT.
- Des enquêtes ont été conduites sur le mariage précoce, le délaissement familiale et les enfants bouviers.
- Parmi les contraintes aux retours le manque de moyens de subsistance dans les villages de retour (lié au sous-développement de la zone), un accès plus facile aux terres cultivables dans les sites que dans les zones de retour et l'instabilité aperçue de la situation sécuritaire.<sup>6</sup>

## **B. PRESENCE REGULIERE**

### **🚧 ZONE DE TIÉRO – MARENA**

L'état mauvais de la route entre Kou Kou Angarana et la zone de Tiéro/Maréna (voir **Annexe III** pour la carte) a empêché toute mission allée/retour d'INTER SOS et des autres partenaires, jusqu'à la moitié du mois d'août. Seulement à travers une longue mission INTER SOS a pu rejoindre la zone, entre le 14 et le 21.08.2010. Cela a garanti la présence de l'équipe de Protection sur le terrain soit pour le monitoring des cas que pour l'encouragement des points focaux.

Pendant la mission, les activités réalisées ont été les suivantes :

#### **Evaluation de la situation sécuritaire**

La Situation sécuritaire calme soit à Maréna qu'à Tiéro. Les champs autour de Tiéro et Maréna inondés par le Bar Azoum. A Tiéro la population est victime d'extorsion par les agents d'eaux et forêts. Relations intercommunautaires calmes.

<sup>5</sup> Par rapport aux 30 cas d'extorsion, 20 ont été détectés à Bildick. Il s'agit d'un grand village, de 135 ménages, principalement agriculteurs. Les auteurs sont toujours les agents des eaux et forêts, provenant d'Ade, qui ont amendé les habitants après qu'ils avaient coupé des arbres pour la clôture des champs et pour éviter les dégâts des oiseaux. Toutes les victimes ont payé la somme.

<sup>6</sup> Dans la zone il y a une présence de l'état : gendarmes et GNNT à Ade, l'ANT et la Force soudano - tchadienne dans les zones frontalières. Toutefois les gens ont toujours peur de la volatilité de la situation, car ils n'ont trop de confiance par rapport aux forces présentes.

|                                    |  |
|------------------------------------|--|
| <b>Monitoring de la Protection</b> | Plusieurs cas d'agression physique, de violence domestique ont été détectés. 11 cas d'extorsion ont été détectés, dont 9 documentés à Tiéro concernant 19 victimes ; les auteurs sont tous des agents d'eaux et forêts. Les victimes, grâce à l'activité des points focaux et des assistants de Protection Monitoring ont refusé de payer l'amende. Aucun cas de mariage précoce ni de MGF n'a été relevé. Le suivi a été assuré aux cas déjà documentés : extorsion, arrestation arbitraire. On a rencontré plusieurs difficultés dans le suivi, car les victimes étaient absentes. |
| <b>Enquêtes</b>                    | Des enquêtes sur les retours, le mariage précoce, le délaissement familial et les enfants bouviers ont été conduites. Voir Compte rendu inséré dans le rapport mensuel de Protection Monitoring du mois d'août 2010.   |
| <b>Formation des PF</b>            | A Maréna, 14 points focaux ont été formés sur la Protection. Tous les points focaux de Tiéro et Maréna ont été encouragés à travers une distribution de matériel.  |
| <b>Sensibilisation</b>             | Deux séances de sensibilisation ciblées aux groupements de femmes ont été organisées dans le village de Maréna sur le mariage précoce et le mariage forcé. La population qui en a bénéficié compte 220 personnes.  |

Une mission allée-retour a été organisée pour visiter les villages environnant Maréna, c'est-à-dire :

- **AMBITIGNE**
- **RAMLA**

| ACTIVITES                                     | AMBITIGNE   | RAMLA   |
|---|---|---|
| <b>Evaluation de la situation sécuritaire</b> | La situation sécuritaire est calme. Toutefois, cette année au début de la saison pluvieuse deux cas d'attaque à main armée ont été enregistrés dans les villages environnants, tels que Farida et Téssou. A Farida les auteurs ont été saisis et maîtrisés par la population elle-même. Cela dérive du fait que les autorités étatiques dans la zone sont presque absentes. A Téssou l'attaque a entraîné la mort d'un retourné, dans le mois de juin 2010. |   |
| <b>Monitoring de la Protection</b>            | 11 cas d'extorsion ont été détectés. Auteurs : dans 10 cas ce sont les agents des eaux et forêts actifs dans la zone. Dans 1 cas c'est l'autorité traditionnelle qui a amendé, suite à un cas de disparition de sexe. <sup>7</sup>  | 1 cas de violence domestique liée au problème de partage de champs labouré ensemble. Ce cas a été réglé par le chef de village et les notables. |
| <b>Enquêtes</b>                               | <b>Délaissement familial</b> - 3 cas ont été détectés à Ambitigne <sup>8</sup> ; 2 cas à Ramla, les maris sont partis au Soudan à la recherche de travail<br><b>Mariage précoce</b> - 1 cas de mariage précoce (la victime se trouve dans le site d'Aradib) a été détecté et référé à la protection enfance<br><b>Enfants bouviers</b> – aucun cas n'a été identifié.   |   |
| <b>Difficultés et contraintes</b>             | Manque des abris d'habitation obligeant certaines personnes à se regrouper dans un  | Insécurité alimentaire<br>Pas d'accès à l'eau potable   |

<sup>7</sup> Les agents des eaux et forêts proviennent de Kou Kou Angarana. Chaque auteur a été amendé de 10.000 FCA suite à la coupe des arbres verts dans leur champs. L'autre cas d'extorsion était lié à la disparition mystérieuse de sexe. La victime est un retourné Dadjo et l'auteur supposé un autochtone Zakhawa. Quatre Dadjos ont été amendé de 200.000 FCA à Kou Kou Angarana.

<sup>8</sup> 4 cas de divorces ont été détectés.

|  |  |
|--|--|
| <b>aux retours</b><br>seul abri d'urgence : hangar ou case.<br>Pas d'accès à l'eau potable.<br>Pas d'école pour l'éducation des enfants à l'âge scolaire.<br>Pas d'assistance aux PBS.<br>Dévastation des champs par l'inondation causée par l'abondance de pluies.<br>Pas de couverture sanitaire pour les soins à la population en générale. | Pas d'accès à l'éducation<br>Pas d'accès à la couverture sanitaire<br>Manque des abris d'habitation. |
|--|--|

### **ZONE DE LOBOTIGUE – GODODIGUE**

Les missions organisées dans la zone de Lobotigue et Gododigue (voir **Annexe IV** pour la carte) ont été longtemps bloquées par la saison de la pluie et l'exondation du Bahr Azoum, qui a coupé la route à partir du sous-site de Habile 3 jusqu'à Goz Beida. A partir de la deuxième semaine de juillet, l'axe d'accès aux villages a été coupé jusqu'au mois de septembre. Pour cela l'accès a été possible seulement au début du mois de juillet.

|  |   |
|--|---|
| <b>Monitoring de la Protection<br/>01 et 08.07.2010</b>                | Parmi les cas de Protection identifiés, on remarque la présence des cas de GBV concernant les enfants (surtout MGF). Pendant ce semestre on a considéré encore comme cas de Protection le cas de vol. |
| <b>Formation et encouragement<br/>des points focaux<br/>01.07.2010</b> | La première formation des points focaux a été faite sur la base du programme en annexe dans le deuxième rapport trimestriel.  |

### **ZONE DE WADI HABILE – GOZ BEIDA**

A partir de Goz Beida on a pu visiter différents villages.

- Village **DJEDIDE, FAGATAR, DJORLO**<sup>9</sup>  
Canton Wadi Habile  
14, 15 et le 26 juillet 2010

La situation générale des villages est stable, par rapport aux visites précédentes. En particulier la situation sécuritaire est calme, aucun nouveau cas n'a été enregistré. En plus la présence des hommes en tenue militaire est très rare.<sup>10</sup>

Les activités mises en place ont été :

|  |  |
|--|--|
| <b>Monitoring de la<br/>Protection</b>                                       | en particulier le suivi d'un cas d'assassinat interethnique (victime : arabe ; auteurs présumés : Dadjos) à Afadja   |
| <b>Identification, formation<br/>et encouragement de 6<br/>points focaux</b> | dans les trois villages, deux points focaux (PF) de chaque village, ont bénéficiés de la première formation sur la Protection et leurs tâches. Les point focaux ont été fournis du matériel pour mettre en place les activités de monitoring de Protection : blocs note, cartables et bics. Les PF ont aussi reçu du sucre, pistaches et des dattes, en tant que matériel d'encouragement, parce qu'ils travaillent bénévolement pour l'organisation |

<sup>9</sup> Djorlo rentre dans le canton Bahr Azoum.

<sup>10</sup> A Djorlo 20 nouvelles maisons ont été construites dans le mois de juillet par les travailleurs saisonniers

**Sensibilisations** | « La Protection » et « La coupe abusive des arbres »<sup>11</sup>. Un totale de 274 retournés a été sensibilisé.

▪ Village **KARO et ANGEREDA**

**Canton Wadi Habile**

5, 6, 9,17 et 18 août 2010

|   |   |
|---|---|
| <b>Evaluation de la situation sécuritaire</b>             | Dans les villages cités, la situation sécuritaire est aperçue comme relativement calme, par ce que depuis les retours les bénéficiaires n’ont rencontré aucun problème grave d’ordre sécuritaire ni de protection. Les agents de la GNNT (Garde Nationale et Nomade du Tchad) effectuent des visites régulières dans leur zone. |
| <b>Evaluation de la composition ethnique des villages</b> | Les villages sont éthiquement homogènes et habité par Dadjos.   |
| <b>Monitorage de Protection</b>                           | 16 cas de MGF (âge entre 8 – 10) et 2 cas d’extorsion par les agents des eaux et forets à Karo. <sup>12</sup>   |
| <b>Formation PF</b>                                       | 4 PF ont été formés sur la notion de Protection et leur rôle dans l’équipe de Protection Monitoring.  |
| <b>Sensibilisations</b>                                   | 2 séances de sensibilisation ont été organisées dans chaque village sur la « Notion de Protection » et l’ « Extorsion ». 136 personnes en ont bénéficié.  |

Les bénéficiaires ont demandé à INTERSOS de continuer avec ses activités de sensibilisation et de penser aussi aux formations sur le droit et devoir ainsi que sur les procédures pénales et civiles.

▪ Village **DJORLO**

**Canton Wadi Habile**

20 septembre 2010

Ce village a été visité premièrement avec l’équipe de VA dans une mission dans le canton Mouero au mois de mars 2010. Deux points focaux ont été identifiés. Une autre mission avait été organisée en collaboration avec CWW dans le mois de juillet mais le mauvais état des routes l’avait empêché.

**Monitorage de Protection** | 3 cas de divorce

▪ Village **HIMEDE, AWIRADO et ITECHANE**

**Canton Wadi Habile**

21 septembre 2010

<sup>11</sup> INTERSOS se joint au gouvernement Tchadien pour la vulgarisation et la sensibilisation de la loi 14 sur l’environnement.

<sup>12</sup> L’action arbitraire des certaines agents publique reste un problème dans les zones de retour. En plus, le manque d’une sensibilisation opportune amène les victimes à payer les amendes. INTERSOS a organisé pour cela des séances de sensibilisation contre l’extorsion.

Il s'agit de trois villages qui reçoivent la visite de l'équipe de PM pour la première fois. INTERSOS s'est donc présenté et a présenté les activités de Protection dans les zones de retour.

| <b>Evaluation de la composition ethnique des villages</b> | Les villages sont ethniquement homogènes et habités par Dadjos.   |         |          |         |          |               |       |       |       |                         |    |    |    |                  |    |     |     |
|---|---|---------|----------|---------|----------|---------------|-------|-------|-------|-------------------------|----|----|----|------------------|----|-----|-----|
|   | <table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>HIMEDE</th> <th>AWIRADO</th> <th>ITECHANE</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td><b>ETHNIE</b></td> <td>Dadjo</td> <td>Dadjo</td> <td>Dadjo</td> </tr> <tr> <td><b>CDF<sup>13</sup></b></td> <td>09</td> <td>50</td> <td>45</td> </tr> <tr> <td><b>Personnes</b></td> <td>45</td> <td>250</td> <td>245</td> </tr> </tbody> </table> |         | HIMEDE   | AWIRADO | ITECHANE | <b>ETHNIE</b> | Dadjo | Dadjo | Dadjo | <b>CDF<sup>13</sup></b> | 09 | 50 | 45 | <b>Personnes</b> | 45 | 250 | 245 |
|   | HIMEDE  | AWIRADO | ITECHANE |         |          |               |       |       |       |                         |    |    |    |                  |    |     |     |
| <b>ETHNIE</b>   | Dadjo   | Dadjo   | Dadjo    |         |          |               |       |       |       |                         |    |    |    |                  |    |     |     |
| <b>CDF<sup>13</sup></b>                                   | 09  | 50      | 45       |         |          |               |       |       |       |                         |    |    |    |                  |    |     |     |
| <b>Personnes</b>  | 45  | 250     | 245      |         |          |               |       |       |       |                         |    |    |    |                  |    |     |     |
| <b>Monitorage de Protection</b>                           | Monitorage générale. Aucun cas majeur n'a été identifié   |         |          |         |          |               |       |       |       |                         |    |    |    |                  |    |     |     |
| <b>Identification des PF</b>                              | 4 PF ont été identifiés (2 à Awirado, 2 à Itechane)   |         |          |         |          |               |       |       |       |                         |    |    |    |                  |    |     |     |
| <b>Enquête PBS</b>  | Les PBS ont été identifiés à Awirado et Itechane  |         |          |         |          |               |       |       |       |                         |    |    |    |                  |    |     |     |

- Village **KARO**

- **Canton Wadi Habile**

- 29 et 30 septembre 2010

Une formation sur le thème « Les procédures pénale et civile et les rôles des autorités traditionnelles » (voir programme en **Annexe V**) à Karo. Elle avait pour but de conscientiser les leaders sur leur rôle légitime dans le village dans le processus de résolution des conflits, en respect des compétences données par la loi tchadienne. En effet, INTERSOS, par le biais de ses points focaux, a reçu les informations sur certains cas de protection et en réponse a organisé cette formation.

Cette formation a regroupé 161 autorités locales du canton Wadi Habile (villages Karo, Djedide et Fagatar), dont 73 leaders (chefs de village et marabouts) et 63 chouchiés. APLFT a participé à la formation, toutefois UNHCR était absent.

Les recommandations par les participants

- 1- Faire un plaidoyer auprès de l'Etat pour leur situation
- 2- Etendre la même formation dans d'autres zones telles que Bahr Azoum
- 3- Formations continues de tous les leaders aussi bien des sites que des zones de retour
- 4- Demander à Radio Sila de visiter ces zones

#### 4. REUNION

- Participation aux clusters Protection et Relèvement Précoce à Goz Beida et N'Djamena
- Participation aux réunions du Groupe de Travail sur le Zones de Retour à Koukou Angarana
- Participation aux réunions de coordination Village Assessment et Protection Monitoring
- Réunion de l'assistant protection avec les leaders traditionnels, les chouchiés et les groupes des femmes dans les zones de retour.

<sup>13</sup> Chef de ménage.

## 5. PREVISIONS

- Continuer avec le monitoring de la Protection dans les zones de retour de Tiéro – Maréna, Lobotigue – Gododigue et dans le Wadi Habile
- Extension du Système de Référence dans les villages de retour du Wadi Habile accessibles
- Encouragement et formation des points focaux dans les villages ciblés du canton Wadi Habile
- Organiser des séances de sensibilisation dans le Canton Wadi Habile et Bahr Azoum
- Enquêtes sur le mariage précoce, le délaissement familial et les enfants bouviers dans les zones de retour
- Organiser des formations pour les leaders traditionnels dans les zones de retour de Goz Beida et Kou Kou Angarana
- Introduire la nouvelle fiche de rapportage d'incident de GBV dans la zone de retour de Goz Beida
- Assurer les enquêtes sur le mariage précoce, le délaissement familial et les enfants bouviers
- Enquêtes sur les relations intercommunautaires, les retours et l'accès à la terre

## 6. CONCLUSIONS

En générale, les activités dans les zones de retours se sont bien enracinées dans les différents cantons. Les zones à couverture régulière ont bénéficié d'un certain monitoring même pendant la difficile saison de la pluie. Le canton Wadi Habile et Bahr Azoum ont donc bénéficié des plusieurs sensibilisations et formation aux leaders et aux points focaux. Pas seulement l'aspect préventif a été touché pendant cette trimestre, comme souligné dans la section 2 Méthodologie, mais aussi la réaction aux violations a été soutenu. Le système de réaction à la violation (pour la restauration de l'ordre violé), c'est-à-dire le monitoring, la détection et le suivi des cas et l'appui aux victimes, a été aussi renforcé et structuré, à travers d'autres formations des points focaux. La population locale commence à montrer une bonne confiance vers la Protection d'INTER SOS. Cela permet d'identifier les cas les plus complexe et délicats, tels que GBV, et d'approfondir la documentation des violations et d'avoir des données plus fiables par rapport aux enquêtes sur certaines phénomènes sociaux dans les zones de retour. La qualité des informations recueillies a amélioré et, grâce aux formations des points focaux, plusieurs cas de violence domestique ont été détectés. Finalement, le système de partage des cas de Protection avec les partenaires a été amélioré, en occasion des réunions « suivi des cas ». Toutefois il est encore au début et il est affecté par l'irrégularité des visites sur le terrain, suite à la saison des pluies. Pour cela le suivi et l'appui des victimes nécessitent d'être ultérieurement renforcés et améliorés. Il faut souligner que le suivi des cas de Protection a été compliqué par l'absence des victimes dans les villages à cause des activités champêtres.

Parmi les majeures contraintes aux activités dans les zones de retour, INTER SOS a remarqué l'accessibilité aux villages, qui a été très difficile et a ralenti significativement l'action de l'équipe de Village Assessment et l'organisation des longues missions.

Une certaine absence du soutien des partenaires menant des activités dans les zones de retour et aussi une faiblesse dans la coordination des activités dans les zones de retour ont été remarquées, lors des missions allée-retour dans le Wadi Habile et le Bahr Azoum.

## TOR

# MISSION WADI KADJIA PROTECTION MONITORING, ZONE DE RETOUR 11 – 21.07.2010

**ZONE DE MISSION:** WADHI KADJIA

**DATE DE MISSION:** 11 – 21.07.2010

**PARTICIPANTS :**

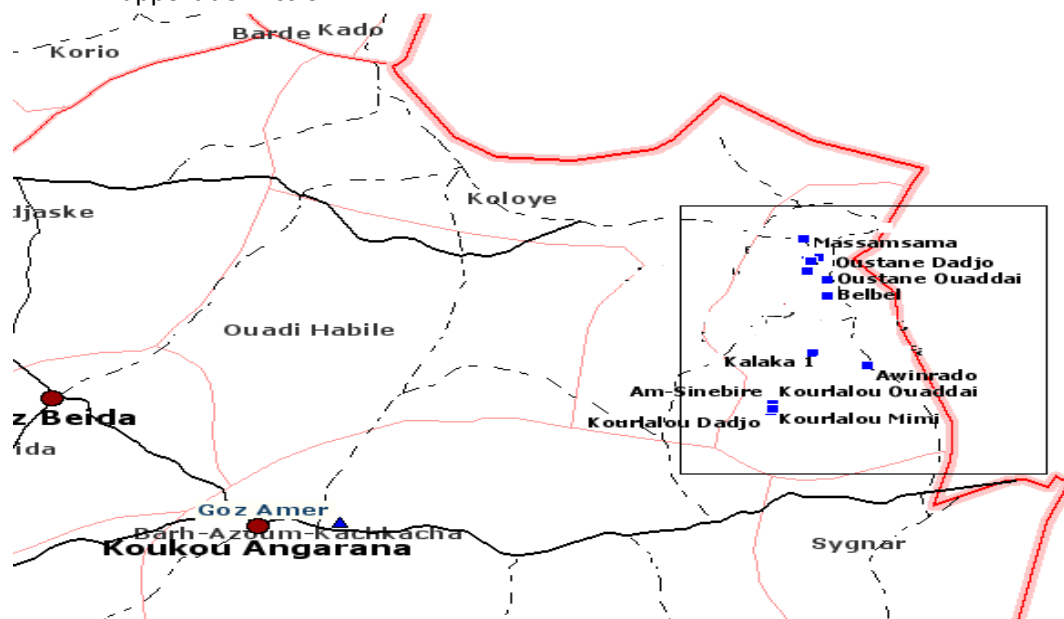
- INTERSOS : Equipe VA, Protection Monitoring
- Autres : chef des chefs d’Habile, chef de Canton Wadhi Kadja et sous-préfet de Modeyna

**ACTIVITES :**

- Rencontre avec les chefs de village de toutes les ethnies
- Rencontre avec les groupements locaux
- Recherche de terrain et récolte des données concernant la Protection
- Enquêtes

**OBJECTIFS :**

- Evaluer la situation sécuritaire générale de la zone et dans les villages
- Evaluer la situation de Protection de la zone et dans les villages
- Evaluer les problématiques empêchant le retour dans la zone
- Mener des enquêtes sur le mariage précoce, l’abandon familiale, les enfants bouviers et les vulnérables
- Rapport de mission



<sup>14</sup> Carte du WebGis.

## TOR

# MISSION KOLOYE PROTECTION MONITORING, ZONE DE RETOUR 14 – 20.08.2010

**ZONE DE MISSION:** CANTON KOLOYE

**DATE DE MISSION:** 14 – 20.08.2010

**OBJECTIFS:**

- Evaluer la situation sécuritaire générale de la zone et dans les villages
- Evaluer la situation de Protection de la zone et dans les villages
- Etablir les premiers contacts avec les leaders traditionnels et les groupements locaux pour leur présenter la Protection
- Evaluer les problématiques empêchant le retour dans la zone
- Mener des enquêtes sur le mariage précoce, l'abandon familiale, les enfants bouviers

**ACTIVITES:**

- Rencontre avec les chefs de village de toutes les ethnies
- Rencontre avec les groupements locaux
- Recherche de terrain et récolte des données concernant la Protection
- Enquêtes

**PARTICIPANTS:**

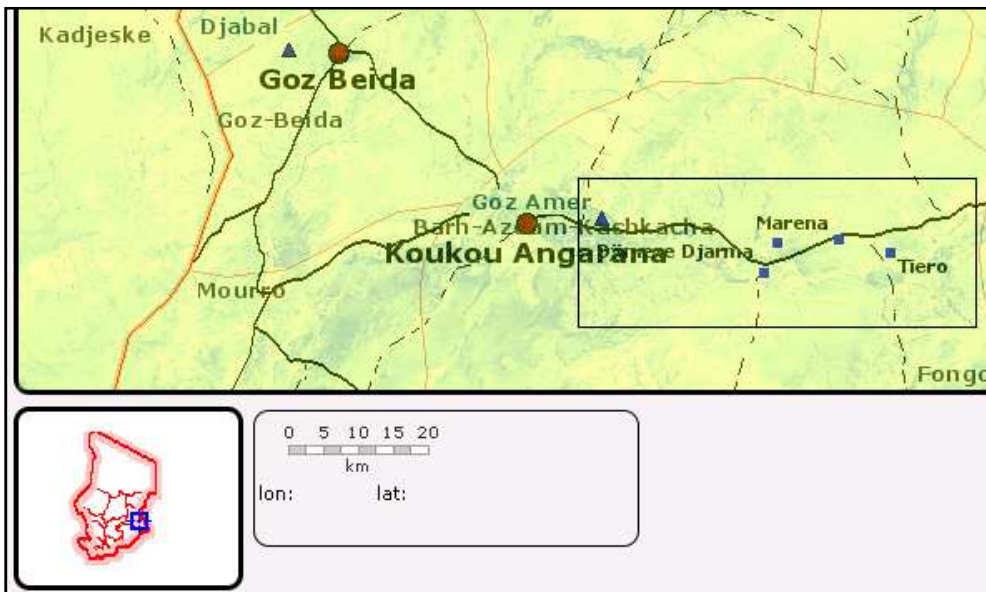
- INTERSOS : Equipe VA, Protection Monitoring



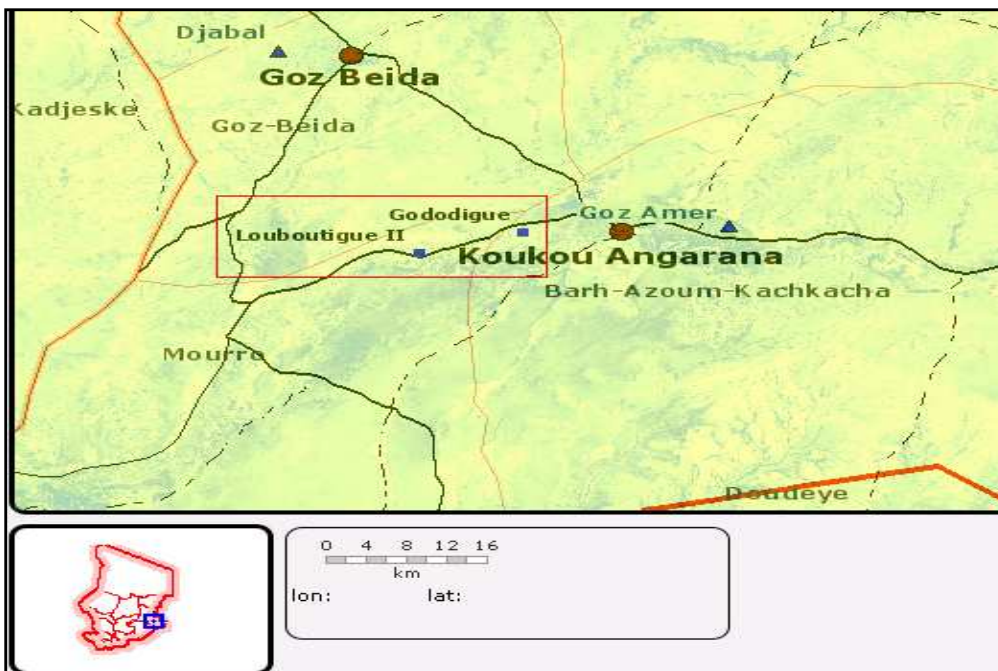
**ANNEXE**

<sup>15</sup> Carte du WebGis.

III. Carte des villages de Tiéro et Maréna.<sup>16</sup>



ANNEXE IV. Carte des villages de Lobotigue et Gododigue.<sup>17</sup>



<sup>16</sup> Carte du WebGis.

<sup>17</sup> Carte du WebGis.

## PM - FORMATION LEADERS ZR

Réaliser des formations, en collaboration avec APLFT, sur le **droit national** et international et sur les Principes directeurs des PDI au bénéfice des autorités de l'état, leaders traditionnels et membres des ONGs locales dans les zones de retour.

Des formations de renforcement de capacités sur les principes de médiation communautaire seront faites aux autorités de l'état, leaders traditionnels et membres des ONGs locales et internationales.

### **THEME : "Les procédures pénale et civile et les rôles des autorités traditionnelles"**

- Définition de la procédure pénale et civile
- Les autorités traditionnelles, leurs rôles et leur hiérarchie
- La justice moderne et traditionnelle
- Conclusions

#### **FACILITATEURS**

- INTERSOS
- APLFT

#### **BENEFICIAIRES**

- Chefs
- Chouchiés
- Autorités religieuses
- Notables

#### **ORGANISATION**

- LIEU : Karo, Fagatar et Djedide (axe Karo)
- QUAND : 29.09.2010 passer le message, 30.09.2010 formation
- PERSONNES : 60 bénéficiaires + 10 intervenants

---

<sup>18</sup> Ce programme a été rédigé par les assistants de Protection, en considérant les rôles des PF dans les villages de retour par rapport aux rôles des animateurs sur les sites.